

## Trotsky et la politique révolutionnaire

On prend volontiers Trotsky pour un romantique de la politique, c'est-à-dire pour un stratège de l'offensive qui n'est pas vraiment inspiré que par les périodes d'affrontements révolutionnaires ouverts, lorsque l'impétuosité des masses balaye très vite tous les obstacles sur la route de la prise de pouvoir. Cette image qui fait volontiers référence à son rôle de président impétueux du soviét de Petrograd, au moment où il se manifeste comme l'un des orateurs les plus prestigieux et les plus enflammés de la Révolution de 1917 (de février à octobre), image qu'on retrouve traînant un peu partout, ne correspond pourtant pas, et de loin, à la réalité.

### Politique et économie, normalité et crise

Léon Trotsky comme tacticien et comme stratège est extrêmement conscient des rapports de forces des conditions bien particulières de leurs variations. Contrairement à une légende d'origine stalinienne, il n'a jamais été homme à préconiser systématiquement les assauts frontaux contre les citadelles de l'État. Dans son *Prophète armé*, Isaac Deutscher montre très bien que Trotsky, leader militaire de la révolution d'octobre, joue admirablement sur les avantages de la défensive pour préparer l'insurrection contre le

gouvernement de Kerenski et mettre tous les courants contre-révolutionnaires en situation tactique difficile. Presque toutes les mesures qu'il fait prendre au comité militaire révolutionnaire du soviét de Petrograd ont des aspects offensifs, elles visent effectivement à diminuer les capacités d'intervention du pouvoir en place, en même temps elles apparaissent et sont, de fait, des mesures de défense contre les manœuvres armées de la contre-révolution. En d'autres termes, Trotsky ne sépare jamais la stratégie et la tactique comme pesée sur les rapports de forces au sens le plus immédiatement militaire, de la stratégie et de la tactique comme exploitation systématique des contradictions politiques. C'est on ne peut plus évident dans sa façon de conduire l'Armée rouge dans la guerre civile (de 1917 à 1921). Le volontarisme militaire dont il fait preuve n'est jamais exclusif de la prise en compte de facteurs socio-politiques et en général de tout ce qui peut influencer sur l'état d'esprit des masses à un moment donné. Il critique ainsi les conceptions de Toukhatchevski sur la guerre révolutionnaire parce qu'elles font la part trop belle à l'enthousiasme révolutionnaire et qu'elle surestiment largement la complexité des problèmes politiques et sociaux à maîtriser.

Ce réalisme de Trotsky se retrouve, une fois la victoire acquise sur les armées blanches et l'intervention étrangère, dans les positions qu'il adopte au sein de l'Internationale communiste. Il partage, certes, avec la quasi totalité des dirigeants communistes d'alors un très grand optimisme quant aux probabilités d'une victoire révolutionnaire en Europe centrale (en Allemagne notamment). Mais en 1920-1921, il est un des premiers à saisir que la grande vague révolutionnaire du premier après-guerre peut faire place à des reflux plus ou moins prolongés suivant les pays. Il voit très lucidement que la bourgeoisie est loin d'avoir épuisé toutes ses ressources politiques et toutes ses possibilités d'influencer le mouvement de masse. De façon très significative il s'oppose à ceux qui inclinent vers un véritable fatalisme économiste et croient pouvoir affirmer que l'ordre bourgeois est tout à fait incapable de sortir de sa crise de l'après-guerre. Pour lui, au contraire, il est clair que tout recul de la classe ouvrière, même temporaire, permet à la bourgeoisie de récupérer des forces sur le plan social comme sur le plan économique pour redistribuer les cartes. Il n'y a pas de crise économique et sociale, qui soit par elle-même fatale et insurmontable pour les rapports sociaux capitalistes, puisque les choses se décident toujours au niveau de l'action politique. Ce n'est donc pas des catastrophes en elles-mêmes que Trotsky attend des boule-

versements révolutionnaires. Il sait trop bien que la « normalité » du capitalisme est faite de l'alternance de périodes de crise et de boom économique pour attribuer aux crises ou aux guerres (moments de réajustement et de réadaptation par excellence) des vertus intrinsèquement subversives. C'est de la confrontation des classes que l'on doit attendre la modification radicale des relations sociales, les périodes de crise ne faisant que rendre possibles de nouveaux comportements chez les exploités, sans les rendre pour autant inévitables. Il y a en ce sens une interaction du politique et de l'économique qui obéit à des lois complexes, inassimilables pour des conceptions déterministes linéaires.

Dans son rapport devant le troisième congrès de l'Internationale communiste en 1921, il démontre brillamment que la force des réactions ouvrières dans les situations de crise est fonction de la préparation politique que représentent les luttes menées antérieurement dans les périodes dites de calme. La spontanéité ouvrière — des périodes « chaudes » — se retrouve ainsi replacée dans le cadre plus large de la cristallisation à moyen terme de rapports de forces politiques et idéologiques au cours des cycles de l'accumulation du capital, cristallisation qui renvoie à la plus ou moins grande vigueur avec laquelle sont menées tant les luttes revendicatives que les luttes politiques face aux exigences du capital.

La classe ouvrière a besoin selon lui de surmonter ses divisions, de renforcer sa cohésion dans l'action pour profiter à plein des moments de faiblesse de son adversaire capitaliste, de ces phases où les automatismes de la reproduction capitaliste jouent avec beaucoup plus de difficulté, mettant par là à nu les ressorts de l'exploitation et de l'oppression. Lorsque la préparation a été insuffisante, et que la bourgeoisie a pu pousser très loin ses manœuvres d'atomisation et de division des travailleurs, l'éclatement d'une crise économique n'est au contraire pas très propice à une radicalisation rapide. Selon toute vraisemblance, il faudra attendre les premiers moments de reprise pour voir la classe ouvrière rassembler ses forces et reprendre le combat dans de meilleures conditions.

Dans l'esprit de Trotsky, il n'y a pas donc de parallélisme absolu entre cycles économiques, cycles politiques, mais bien passage de périodes de stabilité politique relative à des périodes d'instabilité en fonction de la dynamique globale de l'accumulation du capital (jeu de l'ensemble des mécanismes politiques, économiques, idéologiques sur la classe ouvrière).

## Stratégie et tactique du point de vue du front unique

C'est sur ces fermes bases théoriques qu'il fonde toute sa conception du front unique et non sur de simples considérations tactiques et conjoncturelles. L'occasion immédiate de l'adoption d'une politique de front unique est bien évidemment le recul de la vague révolutionnaire en Europe (marqué notamment par la défaite de mars 1921 en Allemagne) et la nécessité qui en découle de chercher le contact avec les masses influencées par les organisations réformistes (partis et syndicats), mais la formulation que Trotsky donne au front unique va bien au-delà des problèmes auxquels est immédiatement confrontée l'Internationale communiste.

Il ne s'agit pas seulement de faire face au regain de vigueur de la bourgeoisie après une période où elle était plongée dans une grande confusion (particulièrement au cours de l'année 1919) ou de prendre en compte la nouvelle poussée des réformistes, mais bien de jeter les bases d'une politique d'unité de la classe ouvrière qui, au-delà de développements plus ou moins contingents, la prépare systématiquement aux affrontements révolutionnaires. La politique de front unique qui allie la plus rigoureuse délimitation par rapport aux perspectives stratégiques des réformistes avec la plus grande souplesse dans la recherche d'accords de portée limitée (tactiques) avec eux, a pour visée essentielle la constitution de la classe ouvrière en classe combative, maîtresse de ses instruments organisationnels comme de son orientation politique, à travers le dépassement de ses divisions sociales (différenciation des revenus et des modes de vie), de ses divisions politiques (opposition entre les allégeances organisationnelles), de ses divisions idéologiques (différences de conception du monde). Tous les combats contre la bourgeoisie doivent être menés de façon à développer l'esprit d'indépendance de la classe ouvrière, sa confiance en ses propres forces et en sa capacité à développer des formes d'auto-organisation.

Réaliser le front unique, ce n'est pas imposer d'en haut, sur un mode bureaucratique, des accords de non-agression entre des organisations qui veulent faire oublier leurs tares ou leurs errements en s'absolvant réciproquement, c'est au contraire imposer dans la lutte des actions unies — malgré la mauvaise volonté des organisations réformistes et leur tendance à rechercher des compromis, serait-ce même dans les luttes revendicatives les plus modestes. Pratiquer le front unique, pour une organisation révolutionnaire, ce n'est donc pas rechercher le plus petit commun dénominateur avec les organisations réformistes de masse, c'est en effet chercher à organiser la lutte commune sans sectarisme, sur les objectifs qui,

à un moment donné, sont les plus importants pour l'affirmation des travailleurs face au capital. Dans ce domaine, il ne peut y avoir d'*a priori*, le front unique se bâtit autour des points nodaux de la lutte des classes, c'est-à-dire autour de tout ce qui fait problème entre la classe ouvrière et le capital, que cela concerne directement le taux d'exploitation (niveau des salaires) ou les formes institutionnelles de la domination bourgeoise (problème des libertés consenties au mouvement ouvrier par exemple).

Le but de la mobilisation unitaire des travailleurs est d'infliger des défaites réelles aux capitalistes et à leurs représentants pour créer les conditions de nouvelles avancées sur le front de la lutte des classes. C'est pourquoi, sous des apparences souvent défensives, la politique de front unique est une politique de mise en question du *statu quo* et des rapports de force que la bourgeoisie cherche à stabiliser en sa faveur. Elle ne peut se concevoir que dans une perspective dynamique, celle de la transformation révolutionnaire de la classe ouvrière et de la conquête du pouvoir, ce qui implique que les succès partiels ne soient pas considérés comme des fins, mais comme les points de départ d'autres affrontements. Pour elle, rien de doit être intangible, ni les modalités d'exercice du pouvoir de la bourgeoisie, ni les formes d'organisation du mouvement ouvrier qui, très souvent, reflètent le poids prédominant du réformisme.

La réussite d'une politique de front unique se mesure en particulier à la modification des rapports de force qu'elle suscite à l'intérieur du mouvement ouvrier, aux différenciations qu'elle introduit dans les grandes organisations réformistes (apparition d'ailes gauches subissant l'attraction des révolutionnaires). La pratique systématique du front unique bouleverse sans cesse le terrain de la lutte des classes en socialisant les expériences dispersées des travailleurs, en faisant tomber les barrières politiques qui les séparent, en tissant entre eux de nouveaux liens de solidarité et d'échanges naturels. Peu à peu, ce n'est plus la même classe qui affronte la bourgeoisie, mais une classe en voie d'auto-organisation.

## Contre le sectarisme

La capacité d'un parti ouvrier à pratiquer une politique de front unique devient ainsi la pierre de touche de son caractère révolutionnaire. Un parti qui se refuse à la mettre en œuvre au nom de principes révolutionnaires abstraits n'est guère plus qu'une société

de propagande, parfois traversée par des courants aventuristes ou putschistes, mais incapable d'agir véritablement. Par contre, un parti qui s'adapte aux courants réformistes pour faire l'unité, se fait peu à peu l'instrument de pressions politiques et idéologiques de la bourgeoisie sur le prolétariat tout en perdant lui-même sa boussole révolutionnaire. On comprend alors pourquoi Trotsky suit avec une telle inquiétude l'incapacité de l'Internationale communiste à faire sienne la politique définie aux III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> congrès, d'abord en s'adonnant à la politique sectaire du « front unique par en bas », adoptée au V<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste sous l'impulsion de Zinoviev, puis en recherchant des accords de sommet (en 1926 avec les syndicats britanniques, par exemple) qui sont exclusifs de toute volonté de combattre l'opportuniste des partenaires. Pour lui, il y a là des variations entre le sectarisme (la dénonciation rituelle de la trahison des dirigeants social-démocrates) et le suivisme (courir après les grandes organisations de masse dominées par le réformisme) qui témoignent de la pénétration dans la III<sup>e</sup> Internationale de conceptions étrangères au communisme, qu'elles soient l'expression des intérêts de fractions bureaucratiques du PCUS ou qu'elles soient la manifestation d'une subordination croissante au « socialisme national » russe.

Il ne s'agit plus d'oscillations ou d'hésitations comme l'Internationale en a connu à ses débuts dans sa recherche tâtonnante des stratégies et des tactiques adéquates à la lutte pour le pouvoir. Derrière les tournants et les zigzags, il y a en effet la cristallisation progressive de pratiques spécifiques de mise en tutelle du prolétariat et de manipulation de la couche des ouvriers avancés, qui commencent à gangréner les partis communistes. En 1928, le VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale va encore plus loin sur cette voie, en codifiant la politique du « social-fascisme » qui pousse à l'extrême le « révolutionnarisme » abstrait.

Comme l'observe Trotsky dans la « Troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste », la radicalisation des masses est analysée comme un processus incessant, se développant de façon linéaire et mécanique jusqu'à l'agonie du capitalisme, un peu comme les social-démocrates présentaient le processus de croissance de leur électorat comme conduisant à l'effondrement du pouvoir capitaliste. Il n'y a plus ainsi de dialectique politique véritable, d'affrontements entre la résistance ouvrière à l'exploitation et les stratégies et tactiques bourgeoises qui visent à la conditionner et à l'intégrer. On se trouve dans un monde manichéen, où il n'y a que du blanc et du noir, du bon et du mauvais, où la complexité

des rythmes d'évolution des classes, des glissements dans les rapports de forces des déplacements dans les orientations politiques des masses est tout à fait sous-estimée. Le prolétariat oppose à cela Trotsky, n'est pas monolithique et l'on doit tenir compte des conditions extrêmement diverses qui président à la maturation de ses différentes fractions. L'hétérogénéité politique de la classe ouvrière est une donnée qu'il ne faut certes pas considérer comme intangible, mais qu'il est impossible d'ignorer. Or, c'est précisément ce que fait l'Internationale communiste stalinisée en condamnant comme réactionnaires ou agents de la contre-révolution tous ceux qui dans le mouvement ouvrier refusent ses analyses abstraites et unilatérales sur la radicalisation des masses. Elle ose même aller plus loin dans l'aberration en faisant des organisations réformistes des agents très actifs de la fascisation des régimes bourgeois, leur attribuant par là un rôle tout à fait parallèle à celui des organisations proprement fascistes.

La politique n'est plus alors qu'un rituel de démonologie fait de dénonciations et d'exorcismes dans un climat d'hystérie savamment orchestrée. Les social-fascistes, frères jumeaux des fascistes doivent être balayés afin que les masses radicalisées, mais trompées, puissent se reconnaître dans les orientations des partis communistes et porter les coups décisifs au pouvoir bourgeois. Autrement dit, la politique révolutionnaire se réduit à sommer les ouvriers d'abandonner leurs organisations pour rallier le panache rouge des communistes. C'est dire qu'elle n'est plus qu'une caricature de cette politique de conquête des masses préconisée par Lénine dans la Maladie infantile du communisme. Il n'est plus question de disputer le terrain à la bureaucratie dans les syndicats, il n'est plus question de jouer sur les contradictions qui ne manifestent dans les organisations réformistes en aiguillonnant les courants qui se manifestent dans leur sein. Au contraire, on fait scission dans les syndicats en laissant le champ libre aux réformistes en même temps que l'on dénonce avec encore plus de véhémence les socialistes qui évoluent vers la gauche, mais n'entendent pas suivre l'orientation de l'Internationale communiste. C'est une politique qui introduit des facteurs supplémentaires de division du prolétariat, division approfondie entre communistes et réformistes, et surtout isolement et sectarisation de l'avant-garde ouvrière qui perd peu à peu contact avec le gros de la classe.

Aux yeux de Trotsky, ce dernier phénomène est particulièrement grave, parce que, il montre que, sous des dehors gauchistes, la pratique de la « troisième période » est une pratique de démoralisation systématique, de dépravation des secteurs les plus

combattifs du prolétariat. Elle contribue à rendre très difficile, sinon impossible, une politique authentiquement révolutionnaire, et cela dans des circonstances particulièrement cruciales (crise économique mondiale, montée du nazisme). L'internationale communiste stalinisée ne veut plus avoir de militants trop directement liés aux masses, mais des exécutants dociles pour ne pas se laisser entraîner elle-même par les travailleurs dans des combats qu'elle ne veut pas assumer. A sa manière, elle se fait le véhicule d'un nouveau paternalisme par rapport à la classe ouvrière, ce qui la conduit à faire de plus en plus sienne des méthodes bourgeoises en politique.

### La politique de la démocratie ouvrière

Dès le début des années trente, Trotsky note qu'elle adopte en Allemagne des orientations nationalistes tout à fait contraire au communisme : le Parti communiste allemand recourt à des thèmes nationalistes dans son programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand d'août 1930. L'ultra-gauchisme de la « troisième période » qui vitupère sans nuances tous les courants du mouvement ouvrier, notamment les « contre-révolutionnaires » trotskystes, se révèle n'être à l'usage qu'un alibi pour entrer dans les jeux et les compromis les plus variés avec telle fraction de la bourgeoisie (petite ou grande). Le Komintern, qui n'a pas assez de mots pour flétrir les socialistes de gauche ou les trotskystes, découvre en 1932 les vertus du pacifisme (le mouvement Amsterdam-Pleyel) quelques temps après avoir réhabilité le nationalisme, faisant ainsi la démonstration qu'il est prêt à s'adapter aux courants qui prédominent à un moment donné dans une opinion publique conditionnée par la classe dominante.

La « troisième période », de ce point de vue, ne peut être interprétée comme une suite d'égarements passagers, c'est en réalité une entreprise systématique de destruction de la politique prolétarienne qui s'était peu à peu dégagée de la crise née de la Première Guerre mondiale. Dans ses écrits, consacrés à l'Allemagne après 1923, Trotsky, qui suit pas à pas ce processus, en souligne les conséquences catastrophiques sur les capacités d'intervention et de résistance de la classe ouvrière face à la montée du nazisme. L'orientation offerte par les communistes stalinisés n'offre que des solutions verbales à la crise qui secoue la société, elle divise les rangs ouvriers sans gêner véritablement la politique du « moindre mal » pratiquée par la social-démocratie qui se réduit à capituler

devant la droite pour éviter l'extrême-droite. Il s'ensuit que l'initiative est à peu près totalement laissée aux nazis et que les travailleurs s'enfoncent peu à peu dans des habitudes de passivité, malgré la gravité du danger nazi qui pèse sur eux. La prise du pouvoir par Hitler, et la défaite sans combat du mouvement ouvrier organisé, est le point d'aboutissement logique de cette politique criminelle. Elle consacre la faillite irrémédiable de la III<sup>e</sup> Internationale et son passage définitif dans le camp de la contre-révolution.

Dans ce contexte de montée de la réaction, c'est bien évidemment une toute autre politique que préconise Trotsky; il entend opposer à la mobilisation de la petite bourgeoisie sur des bases fascistes, non seulement le FOU (front unique ouvrier), mais aussi le développement de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire de tous les embryons de démocratie ouvrière présents au sein même de la démocratie bourgeoise. Il sait toutes les limites des libertés démocratiques consenties par les constitutions les plus libérales, mais il n'adopte pas à leur égard l'attitude dédaigneuse et négative qui est caractéristique des staliniens de cette époque. Pour lui, au contraire, les pratiques démocratiques qui sont possibles dans les luttes quotidiennes, dans les confrontations les plus modestes avec la bourgeoisie, ont une importance capitale pour le devenir révolutionnaire de la classe ouvrière, parce qu'elles permettent aux travailleurs de dépasser leur isolement en tant qu'individus et d'acquérir une intelligence et une volonté collectives face aux mouvements du capital. L'apprentissage de la démocratie dans les organisations du mouvement ouvrier et dans les luttes ne consiste pas en une suite d'actes sans portée réelle, il signifie bien plutôt l'établissement progressif de liens de solidarité profonds qui conditionnent le passage du combat anticapitaliste à un niveau supérieur. Sans doute, les dirigeants réformistes essayent-ils, de façon permanente, de rendre l'exercice de la démocratie ouvrière purement formel et rituel, en utilisant toutes les manipulations bureaucratiques dont ils peuvent disposer. Il ne leur est cependant pas possible d'étouffer totalement la volonté de résistance des travailleurs dans la sphère de la production comme dans celle de la reproduction (de la force de travail, notamment), sous peine de scier la branche sur laquelle ils sont assis.

L'institutionnalisation du mouvement ouvrier dont ils se font les protagonistes — sous la forme d'un compromis avec la bourgeoisie prévu pour être durable — n'a précisément de sens que si la pression ouvrière reste suffisamment forte pour inciter les capitalistes à pactiser avec les organisations réformistes. D'un point de vue révolutionnaire, la participation aux syndicats sous direction

opportuniste, le coude à coude avec les travailleurs sous influence social-démocrate sont en conséquence indispensables, parce qu'ils font partie du combat pour l'extension de la démocratie ouvrière et pour subvertir l'usage qu'en font les réformistes. Tous les réseaux du mouvement ouvrier, qu'ils soient politiques ou culturels doivent être pénétrés par les communistes, non pour être noyautés, comme on le dit trop vite, mais pour devenir le théâtre de batailles incessantes en faveur de la démocratie ouvrière qui est porteuse de nouvelles relations sociales entre les hommes. Il n'y a certes pas de continuité entre celle-ci et la démocratie bourgeoise qui sont qualitativement différentes, mais rien ne peut excuser les attitudes méprisantes que prennent les stalinien à l'égard des mots d'ordre démocratiques. Lorsque les révolutionnaires y ont recours, ce n'est pas pour chanter les louanges de la démocratie bourgeoise ou pour procéder à des manœuvres de second ordre dans le cadre parlementaire, c'est pour rassembler et décupler les forces de la classe ouvrière dans la lutte contre les restrictions bourgeoises à sa propre liberté d'action, c'est également pour faire la démonstration que le prolétariat est capable de prendre en charge, au nom du plus grand nombre, le problème des libertés politiques (tout aussi nécessaires pour les autres couches opprimées de la société).

La question des mots d'ordre démocratique prend d'ailleurs une particulière acuité quand on se trouve dans le contexte de régimes fascistes ou proto-fascistes. Contre ceux qui affirment que le fascisme n'est qu'un épisode passager avant le triomphe de la révolution socialiste, Trotsky demande que l'on prenne conscience du terrible laminage qu'il fait subir à la classe ouvrière en détruisant toutes ses organisations et avec elles les embryons de démocratie ouvrière, points de départ indispensables de la transformation de la classe. Des mots d'ordre démocratiques très élémentaires prennent alors le caractère d'une orientation pour la restauration de la démocratie ouvrière la plus élémentaire, sans chercher à sauter les étapes nécessaires pour reconstituer les forces du prolétariat. La seule lutte efficace contre le fascisme est en effet une lutte pour un démocratisme conséquent et non l'affirmation abstraite d'une perspective socialiste, la perspective stratégique du socialisme devant naître en réalité de la progression de l'organisation des travailleurs et de leur confiance en eux-mêmes.

Le mot d'ordre d'assemblée constituante, considéré comme central dans un pays comme l'Italie fasciste, ne vise pas à la restauration du parlementarisme bourgeois, pas plus qu'il n'est destiné à écarter une orientation du mouvement ouvrier vers les conseils, il a concrètement pour but de centrer toutes les énergies vers la

destruction des institutions centrales de l'État fasciste, destruction qui ne peut être acceptée et encore moins voulue telle quelle par la bourgeoisie. Dans tout cela, il n'y a donc rien qui implique une mise sous le boisseau des revendications matérielles de la classe ouvrière et de leur charge anticapitaliste. Bien au contraire, les revendications démocratiques ne prennent tout leur sens que nourries par les revendications ouvrières et par tout ce qu'elles contiennent d'aspirations à une transformation des rapports sociaux. Trotsky ne croit pas, bien sûr, qu'on puisse s'en tenir dans l'immédiat à l'alternative simpliste, fascisme ou régime des soviets, mais pour autant il ne pense pas que le mouvement révolutionnaire doive se laisser enfermer dans une alternative fascisme ou démocratie (démocratie étant ici prise au sens le plus habituel, de démocratie bourgeoise qui coiffe et brime la démocratie ouvrière).

L'écroulement du fascisme a beaucoup de chance d'être suivi par une étape dite « démocratique » où les soubassements de l'ordre social capitaliste, bien qu'ébranlés, ne sont pas directement et consciemment attaqués, cela ne diminue toutefois en rien l'acuité prévisible de la lutte des classes et les organisations ouvrières n'ont pas à mettre d'eau dans leur vin. L'étape « démocratique », si elle se produit, est une période où les adversaires de classe accumulent des forces avant les affrontements majeurs qui décideront de l'orientation de la société capitalisme ou socialisme. Elle est marquée fondamentalement par une opposition plus ou moins ouverte entre la démocratie bourgeoise comme instrument de refoulement de la participation politique des masses et la démocratie ouvrière comme expression de l'autodétermination, en voie de réalisation, des travailleurs.

## **Démocratie ouvrière contre démocratie bourgeoise**

Il est bien évident que sur la base de ces analyses, Trotsky récuse la distinction que les social-démocrates veulent faire entre voie démocratique et voie révolutionnaire au socialisme. La voie révolutionnaire est la seule qui soit effective et démocratique parce qu'elle fait sauter tous les verrous que les formes bourgeoises de la politique mettent aux modes d'expression collectifs dans leur richesse et leur diversité.

Alors que la démocratie ouvrière en action sert de révélateur aux antagonismes sociaux et, dans son développement, met à l'ordre du jour leur résolution, la démocratie bourgeoise, au contraire, est négation de la lutte des classes, intégration des individus par des